



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Corse**

Arrêté préfectoral n°2B-2025-06-18-00002 du 18 juin 2025

**actualisant les prescriptions encadrant l'exploitation d'une unité de fabrication et de stockage
de produits explosifs sur la commune de Morosaglia, par la société CORSE EXPANSIF**

Le préfet de la Haute-Corse,

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du préfet de la Haute-Corse, Monsieur Michel PROSIC ;
- Vu** le décret du 7 février 2024 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Corse, sous-préfet de Bastia, M. Arnaud MILLEMANN ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 mars 1982 relatif au marquage et à l'identification des produits explosifs;
- Vu** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2005 fixant les règles techniques de sûreté et de surveillance relatives à l'aménagement et à l'exploitation des installations de produits explosifs;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques;
- Vu** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 28 mai 2019 relatif à l'agrément technique des installations de produits explosifs pris pour l'application des articles R. 2352-97 et R. 2352-99 du code de la défense;
- Vu** l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2007-214-1 du 2 août 2007 portant actualisation des dispositions réglementaires relatives à l'autorisation d'exploiter une unité de fabrication et de stockage d'explosifs par la société CORSE EXPANSIF sur la commune de Morosaglia;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008-241-6 du 28 août 2008 instaurant les dispositions réglementaires spécifiques à la sûreté des installations de fabrication et de stockage d'explosifs exploitées par la société Corse Expansif sur le territoire de la commune de Morosaglia;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2008-268-9 du 24 septembre 2008 modifiant l'arrêté complémentaire n°2008-241-6 du 28 août 2008 instaurant les dispositions réglementaires spécifiques à la sûreté des installations de fabrication et de stockage d'explosifs exploitées par la société Corse Expansif sur le territoire de la commune de Morosaglia;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-303-1 du 29 octobre 2012 modifiant l'arrêté complémentaire n°2008-241-6 du 28 août 2008 instaurant les dispositions réglementaires spécifiques à la sûreté des installations de fabrication et de stockage d'explosifs exploitées par la société Corse Expansif sur le territoire de la commune de Morosaglia;

- Vu** l'arrêté préfectoral n°2014-045-0005 du 14 février 2014 imposant des prescriptions complémentaires à la société Corse Expansif pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Morosaglia (Ponte Leccia);
- Vu** l'arrêté préfectoral n°PREF2B/DIRCAB/CAB/EXPLOS/146 du 16 novembre 2015 modifiant l'arrêté complémentaire n°2008-241-6 du 28 août 2008 modifié instaurant les dispositions réglementaires spécifiques à la sûreté des installations de fabrication et de stockage d'explosifs exploitées par la société Corse Expansif sur le territoire de la commune de Morosaglia;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DIRCAB/BRES/EXPLOS/711 du 17 mars 2017 modifiant l'arrêté complémentaire n°2008-241-6 du 28 août 2008 modifié instaurant les dispositions réglementaires spécifiques à la sûreté des installations de fabrication et de stockage d'explosifs exploitées par la société Corse Expansif sur le territoire de la commune de Morosaglia;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-12-27-001 en date du 27 décembre 2019 portant approbation des dispositions spécifiques du " plan particulier d'intervention du dépôt d'explosifs de la société Corse Expansif" implanté sur la commune de Morosaglia;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2B-2022-05-02-000020 du 02 mai 2022 portant mise à jour des prescriptions applicables à l'exploitation d'une unité de fabrication et de stockage de produits explosifs exploité par la société CORSE EXPANSIF sur la commune de Morosaglia;
- Vu** l'étude de danger référencée 19120932/ASS/CORSE EXPANSIF/NOTICE REEXAMEN QUINQ EDD du 23 mars 2021, indice B, transmise à l'inspection des installations classées le 21 juillet 2021;
- Vu** le complément de l'étude de dangers du site - "Analyse des scénarios d'accidents complémentaires induits par la zone de chargement d'un engin de manutention, indice A de Novembre 2023 et indice B de juillet 2024;
- Vu** le rapport et les propositions du XXXX, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, service en charge de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté, porté le 09 mai 2025, à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu** Le courriel de réponse de l'exploitant en date du 04 juin 2025;

CONSIDÉRANT que sur la base des éléments techniques transmis par l'exploitant, la démarche d'amélioration de la sécurité peut être poursuivie par la mise en œuvre des mesures proposées par l'étude des dangers et notamment ses compléments de novembre 2023 et juillet 2024, et par des mesures proposées par l'inspection des installations classées;

CONSIDÉRANT que des prescriptions complémentaires concernant les installations et les opérations de recharges électriques de l'engin de manutention au niveau de l'unité de fabrication d'explosifs sont nécessaires et ce afin de maintenir des conditions de maîtrise des risques acceptables ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, il y a lieu de compléter et d'actualiser les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société CORSE EXPANSIF afin de garantir la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble ds prescriptions du présent arrêté permettra de renforcer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et notamment la sécurité publique;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes qui entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'une annexe spécifique non communicable.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Corse,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	5
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	5
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	6
CHAPITRE 1.3 TAXE UNIQUE.....	7
CHAPITRE 1.4 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	7
CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT.....	7
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	8
CHAPITRE 1.7 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	8
CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	9
TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	9
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	9
CHAPITRE 2.2 CONTRÔLE D'ACCÈS.....	10
CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	10
CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	11
CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	11
CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	11
CHAPITRE 2.7 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	11
CHAPITRE 2.8 CONTRÔLES INOPINÉS.....	12
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	12
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	12
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	13
CHAPITRE 4.1 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	13
TITRE 5 - DÉCHETS.....	14
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	14
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	15
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	15
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	15
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	16
CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS.....	16
CHAPITRE 7.2 CARACTÉRISATION DES RISQUES.....	18
CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	19
CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES.....	21
CHAPITRE 7.5 ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	24
CHAPITRE 7.6 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	25
CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	25
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....	30
CHAPITRE 8.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	30
CHAPITRE 8.2 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX DÉPÔTS D'EXPLOSIFS ET DE DÉTONATEURS.....	30
CHAPITRE 8.3 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE FABRICATION D'EXPLOSIFS.....	31
CHAPITRE 8.4 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU SAS DE RÉCEPTION DU VÉHICULE DE LIVRAISON DES MATIÈRES EXPLOSIVES.....	33
CHAPITRE 8.5 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE CHARGEMENT ÉLECTRIQUES ET AUX ENGINS DE MANUTENTION.....	34
TITRE 9 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....	34
CHAPITRE 8.2. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX DÉPÔTS D'EXPLOSIFS ET DE DÉTONATEURS.....	38
CHAPITRE 8.3. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX DÉPÔTS D'EXPLOSIFS ET DE DÉTONATEURS.....	39

1. - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 août 2007 susvisé relatif à l'exploitation, par la société CORSE EXPANSIF (SIRET n°34956367600031) dont le siège social est situé villa La retraite Fleurie, rue Nicolas Péraldi à AJACCIO (20 090), d'une unité de fabrication et de stockage d'explosifs, sur le territoire de la commune de MOROSAGLIA, lieu-dit « Vinaccia », sont remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

1.1.2. ACTES ANTÉRIEURS

Les arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés:

- Arrêté préfectoral complémentaire n°2008-241-6 du 28 août 2008 instaurant les dispositions réglementaires spécifiques à la sûreté des installations de fabrication et de stockage d'explosifs exploitées par la société Corse Expansif sur le territoire de la commune de Morosaglia;
- Arrêté préfectoral n°2008-268-9 du 24 septembre 2008 modifiant l'arrêté complémentaire n°2008-241-6 du 28 août 2008 instaurant les dispositions réglementaires spécifiques à la sûreté des installations de fabrication et de stockage d'explosifs exploitées par la société Corse Expansif sur le territoire de la commune de Morosaglia;
- Arrêté préfectoral n°2012-303-1 du 29 octobre 2012 modifiant l'arrêté complémentaire n°2008-241-6 du 28 août 2008 instaurant les dispositions réglementaires spécifiques à la sûreté des installations de fabrication et de stockage d'explosifs exploitées par la société Corse Expansif sur le territoire de la commune de Morosaglia;
- Arrêté préfectoral n°2014-045-0005 du 14 février 2014 imposant des prescriptions complémentaires à la société Corse Expansif pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Morosaglia (Ponte Leccia);
- Arrêté préfectoral n°PREF2B/DIRCAB/CAB/EXPLOS/146 du 16 novembre 2015 modifiant l'arrêté complémentaire n°2008-241-6 du 28 août 2008 modifié instaurant les dispositions réglementaires spécifiques à la sûreté des installations de fabrication et de stockage d'explosifs exploitées par la société Corse Expansif sur le territoire de la commune de Morosaglia;
- Arrêté préfectoral n°DIRCAB/BRES/EXPLOS/711 du 17 mars 2017 modifiant l'arrêté complémentaire n°2008-241-6 du 28 août 2008 modifié instaurant les dispositions réglementaires spécifiques à la sûreté des installations de fabrication et de stockage d'explosifs exploitées par la société Corse Expansif sur le territoire de la commune de Morosaglia;
- Arrêté préfectoral n°2B-2022-05-02-000020 du 02 mai 2022 portant mise à jour des prescriptions applicables à l'exploitation d'une unité de fabrication et de stockage de produits explosifs exploité par la société CORSE EXPANSIF sur la commune de Morosaglia;

1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

1.1.4. AGRÉMENT TECHNIQUE

La présente autorisation vaut agrément technique au sens de l'article R.2352-97 du Code de la défense.

1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
42XX	Produits explosifs (fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de, ou travail mécanique sur) à l'exclusion de la fabrication industrielle par transformation chimique ou biologique.	cf. annexe n°1	cf. annexe n°1	cf. annexe n°1	A
42XX	Poudres, explosifs et autres produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public	cf. annexe n°1	cf. annexe n°1	cf. annexe n°1	S
2793.3.b	Installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de déchets de produits explosifs (hors des lieux de découverte). 3. Autre installation de traitement de déchets de produits explosifs	Installation de brûlage	Brûlage de déchets de produits explosifs	Quantité maximale autorisée sur l'installation : 25 kg	A
47XX	Nitrate d'ammonium 1. Nitrate d'ammonium et mélanges à base de nitrate d'ammonium dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : - comprise entre 24,5 % et 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,4 % de substances combustibles ; - supérieure à 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,2 % de substances combustibles.	cf. annexe n°1	cf. annexe n°1	cf. annexe n°1	NC
2925.1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Deux ateliers de charge des engins de manutention	Puissance de charge cumulée de l'ensemble des ateliers: 7,2kW	NC

A (autorisation), S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), NC (Non classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au titre de la rubrique 4220, l'établissement est classé SEVESO « seuil haut » au sens de l'article R.511-10 du code de l'environnement et de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé.

Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées en annexe I "INFORMATIONS SENSIBLES NON COMMUNICABLES AU PUBLIC".

1.2.2.LOCALISATION ET SURFACE DES INSTALLATIONS

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont implantées sur les parcelles cadastrales suivantes de la commune de MOROSAGLIA. Elles sont reportées sur les plans de situation de l'établissement annexés au présent arrêté.

Lieu dit	Section	N° parcelles
lieu dit « Vinaccia »	A	10
lieu dit « Vinaccia »	A	11
lieu dit « Vinaccia »	A	12

Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure, pendant l'exploitation des installations autorisées, du maintien des distances d'éloignement des installations par rapport aux intérêts à protéger dans l'environnement autour du site, qui figurent dans l'étude de dangers.

L'exploitant porte à la connaissance du préfet toute modification des installations et de l'environnement autour du site de nature à modifier la maîtrise du risque des installations.

1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Cf. annexe n°1

1.3. TAXE UNIQUE

L'installation exploitée par la société CORSE-EXPANSIF est assujettie au recouvrement de la taxe générale sur les activités polluantes.

1.4. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Notamment :

Pour le dépôt d'explosifs : le dossier remis en préfecture le 26 juin 1990 et complété le 30 juillet 1991.

Pour l'installation de fabrication : le dossier remis en préfecture le 30 octobre 1995 et complété le 8 juin 1996.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.5. PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

1.5.1.DÉFINITION DES ZONES DE PROTECTION

Les installations pyrotechniques souterraines induisent des zones de dangers dont les distances sont définies selon le « Manuel sur les principes de sécurité OTAN applicables au stockage des munitions et des explosifs militaires » AASTP-1.

Ces distances d'isolement sont reprises à l'article 7.2.2 du présent arrêté.

1.5.2.OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

L'exploitant respecte à l'intérieur de l'enceinte de son établissement les distances et les types d'occupation définis dans l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé.

En particulier, il n'affecte pas les terrains situés dans l'enceinte de son établissement à des modes d'occupation contraires aux définitions précédentes.

L'exploitant transmettra au Préfet les éléments nécessaires à l'actualisation des documents visés aux articles R.181-12 à D.181-15-12 du code de l'environnement. Ces éléments porteront sur :

- les modifications notables susceptibles d'intervenir à la périphérie de ses installations,
- les projets de modifications de ses installations.

Ces modifications pourront éventuellement entraîner une révision des zones de protection mentionnées précédemment.

1.6. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE

Lorsque l'exploitant envisage d'apporter des modifications à l'aménagement d'une installation fixe ou mobile de produits explosifs ou à ses conditions d'exploitation, il en informe le préfet au moins trois mois avant la mise en œuvre de ces modifications, en lui en précisant la nature. En cas d'urgence, le préfet est informé sans délai.

Lorsque ces modifications peuvent avoir des conséquences sur les mesures de sûreté prévues au présent arrêté, l'exploitant fait procéder à une nouvelle étude de sûreté et la communique au préfet.

1.6.2. MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.515-98 du code de l'environnement, le réexamen et la mise à jour éventuelle de l'étude de dangers interviendra **avant le 21 juillet 2026**. Notamment, l'exploitant devra s'assurer que les installations pyrotechniques restent compatibles avec leur environnement compte tenu des mesures de maîtrise des risques internes (MMR) mises en places.

1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article Erreur : source de la référence non trouvée du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration réalisée et transmise selon les conditions prévues par le code de l'environnement.

1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Tout changement d'exploitant ne peut prendre effet qu'à la suite de la délivrance d'une autorisation individuelle au nouvel exploitant dans les conditions prévues aux articles R.2352-111 à R.2352-113 du code de la défense.

1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. Les conditions de remise ne état sont celles des articles R.512-39 à R.512-39-6 du code de l'environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site défini conformément à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

1.7. ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant sur la réglementation des installations électriques des établissements classés susceptibles de présenter des risques d'explosion
03/03/82	Arrêté du 3 mars 1982 relatif au marquage et à l'identification des produits explosifs
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
13/12/05	Arrêté du 13 décembre 2005 fixant les règles techniques de sûreté et de surveillance relatives à l'aménagement et l'exploitation des installations de produits explosifs.
13/12/05	Arrêté du 13 décembre 2005 pris pour l'application de l'article R. 2352-92 du code de la défense
20/04/07	Arrêté du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques
04/10/10	Arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
26/05/14	Arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement
28/05/19	Arrêté du 28 mai 2019 relatif à l'agrément technique des installations de produits explosifs pris pour l'application des articles R. 2352-97 et R. 2352-99 du code de la défense
23/07/86	Circulaire du 23 juillet 1986 et règlement technique relatifs aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les ICPE

1.8. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice :

- ☐ des autres législations et réglementations applicables dont notamment le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- ☐ des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

2. – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION ET DE SÉCURITÉ

L'exploitant établit des consignes d'exploitation écrites pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

A minima, il doit être rédigé :

- ☐ une consigne spécifique au local de stockage d'explosifs et de détonateurs,
- ☐ une consigne spécifique au brûloir,
- ☐ une consigne spécifique à l'exploitation de l'unité de fabrication,
- ☐ des consignes spécifiques aux installations et opérations de chargement électrique des engins de manutention.

2.2. CONTRÔLE D'ACCÈS

2.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant établit des consignes d'accès et de circulation des véhicules et engins dans l'établissement ainsi que des consignes de chargement et déchargement des véhicules.

En particulier, ces consignes doivent prévoir que :

- seuls sont autorisés à l'intérieur de l'établissement pour les livraisons de matières premières et l'enlèvement des produits finis des véhicules conformes aux règles édictées pour le transport des matières dangereuses,
- les véhicules ne peuvent s'approcher à moins de 25 mètres de l'atelier de fabrication en cours de production ou lors de présence de matières actives dans ce dernier. Cette interdiction doit être matérialisée.

2.2.2. CONTRÔLE DES ACCÈS AUX INSTALLATIONS

Cf. annexe n°1

2.2.3. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX DÉPÔTS D'EXPLOSIFS ET DE DÉTONATEURS

Cf. annexe n°1

2.2.4. SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

Cf. annexe n°1

2.3. RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

2.3.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

2.4. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

2.4.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

2.4.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

2.5. DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

2.6. INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais par tout moyen approprié (téléphone, e-mail, etc.) à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Les services de secours sont également alertés de la même manière autant que de besoin.

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

2.7. DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

2.7.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- ☐ le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- ☐ les plans des installations concernées,
- ☐ les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- ☐ les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- ☐ les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- ☐ tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté,
- ☐ les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 7.1.2 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus ainsi que des moyens de protection incendie ;
- ☐ le plan d'implantation des détecteurs prévus dans le présent arrêté ;
- ☐ le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 7.7.5 ;
- ☐ tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.7.2. REGISTRE DES MOUVEMENTS DES PRODUITS EXPLOSIFS

1. L'exploitant doit tenir des registres de production, d'entrées et de sorties des produits explosifs.

La tenue de ces registres, associée à l'archivage de documents de fabrication, d'importation ou de transport, doit permettre de disposer pour chaque produit explosif :

- des indications définies par les dispositions de l'arrêté modifié du 3 mars 1982 susvisé relatif au marquage et à l'identification des produits explosifs,
- de la connaissance de ses mouvements et de l'identité des responsables successifs de sa détention.

2. Les registres d'entrées et de sorties doivent comporter au minimum les informations suivantes :

- la date du mouvement de produits explosifs concernant l'installation, y compris pour le dépôt, la date des mouvements de réintégration de produits explosifs, quelle que soit l'autorisation qui a permis leur acquisition, et la date des entrées et sorties de produits explosifs en consignation au fur et à mesure de ces mouvements ;
- la désignation et la quantité de produits explosifs qui font l'objet du mouvement ;
- l'origine, à l'entrée, ou la destination, à la sortie, de ces produits explosifs ;
- les références du titre d'accompagnement des produits explosifs prescrit par l'arrêté du 3 mars 1982 susvisé relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ainsi que le nom et la qualité de la personne physique qui les remet au dépôt ou à qui ces produits sont remis lorsqu'ils sont extraits du dépôt ou du débit ;
- l'évolution des stocks en fonction des mouvements enregistrés ;
- pour les produits explosifs qui sont placés en consignation dans un dépôt, le nom de l'entreprise qui a placé ces produits explosifs en consignation dans ce dépôt ; ces produits explosifs sont placés dans le dépôt de manière à pouvoir être facilement identifiés et dénombrés.

3. Un inventaire des stocks de produits explosifs doit être réalisé au moins tous les deux mois.

4. Toutes les précautions visant à prévenir les risques de manipulations délictueuses des données contenues dans les registres doivent être prises. La tenue des registres d'entrée et de sortie de produits explosifs est réalisée sous forme manuscrite sur un support papier approprié dont les pages sont numérotées. Ces registres peuvent être également informatisés.

5. Les registres d'entrée et de sortie de produits explosifs et les documents pris en référence dans ces registres sont conservés pendant une période de dix ans, dont au moins trois ans sur le site d'implantation des installations.

Lorsqu'ils ne sont pas détenus sur le site d'implantation, les registres et les documents sont conservés au domicile ou au siège social du détenteur de l'autorisation individuelle. Les registres d'entrée et de sortie sont présentés à toute requête de l'autorité administrative.

2.8. CONTRÔLES INOPINÉS

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, des prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur des activités de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

3. - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

3.1.2.POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

3.1.3.ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

3.1.4.POUSSIÈRES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (sacs, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être conçus permettre de réduire les envols de poussières.

3.1.5.BRÛLAGE

Toutes dispositions doivent être prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

La capacité maximale du brûloir à déchets de produits explosifs doit être limitée à 25 kg/h. Son fonctionnement continu est limité à une heure.

Tout autre brûlage à l'air libre dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

4. - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

4.1. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

4.1.1.IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

Les seuls effluents aqueux issus des installations objet du présent arrêté sont exclusivement les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

4.1.2.COLLECTE DES EFFLUENTS

Les eaux, exclusivement pluviales, seront collectées et dirigées vers le milieu naturel, soit le ravin de l'Aliterneta.

4.1.3.NORMES DE REJET

Les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les normes suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- MEST < 35 mg/l (SANDRA 1305)
- DCO < 125 mg/l (SANDRE 1314)
- Hydrocarbures < 10 mg/l (SANDRE 7009)

Chaque dispositif de rejet doit être aménagé de manière à permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs des rejets. Il doit être commodément accessible à l'organisme mandaté par l'Inspection des Installations Classées pour procéder aux opérations de prélèvements et de mesures.

5. - DÉCHETS

5.1. PRINCIPES DE GESTION

5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement.

5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits sont entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, dans des conteneurs adaptés et dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, l'entreposage des déchets dangereux est réalisé sur cuvette de rétention étanche et à l'abri des eaux météoriques.

La durée d'entreposage des déchets sur le site ne doit pas excéder un an.

5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des déchets pyrotechniques traités dans le brûloir tel que prévu à l'article 5.1.7, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Les produits destinés au brûlage sont uniquement des déchets pyrotechniques issus de l'établissement.

5.1.6. REGISTRES

L'exploitant tient un registre où sont consignés tous les déchets sortants. Ce registre doit être conforme à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé.

Un registre chronologique de l'origine, de l'expédition et du traitement des déchets non dangereux doit également être tenu à jour.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.7. DÉCHETS PYROTECHNIQUES

Les déchets pyrotechniques sont collectés. Il s'agit des déchets non recyclables en fabrication et tout autre déchet industriel susceptible de contenir des souillures ou traces de substances explosives.

Ces déchets doivent être détruits dans le brûloir de l'établissement prévu à cet effet. La destruction de ces déchets pyrotechniques est strictement limitée à la quantité autorisée.

Les déchets pyrotechniques sont identifiés en qualité (classe d'artifice) et quantité (quantité de matière active et poids des déchets brut).

Le brûloir est construit en matériaux incombustibles formant merlon sur une hauteur d'un mètre, surmonté d'un grillage de 1,5 mètre de hauteur.

Une porte grillagée, fermant à clé, doit en interdire l'accès pendant les opérations de brûlage.

A chaque fin de poste un préposé au brûlage titulaire du certificat de préposé aux tirs prélève les déchets pour les traiter par incinération sur le brûloir du site selon une procédure établie par l'exploitant. Elle formalise :

- les quantités de produits brûlés,
- les opérations effectuées,
- le temps de surveillance éventuellement,
- les mesures à prendre en cas d'anomalie,
- les vérifications après brûlage.

L'exploitant doit s'assurer de l'extinction totale du foyer avant de quitter le site.

Les eaux et les cendres sont récupérées en veillant à ce qu'il ne subsiste aucun produit explosif.

Les résidus de brûlage de matière pyrotechnique ne peuvent être stockés qu'après vérification de la combustion totale de la fraction combustible. Dans l'attente de leur évacuation, ils sont stockés dans un conteneur étanche adapté, exclusivement réservé à cet usage, dûment étiqueté et situé en dehors des zones de stockage et de fabrication d'explosifs.

Les déchets résultant de l'opération de destruction seront traités, en l'absence d'analyse préalable, comme des déchets dangereux et orientés vers une filière adéquate dans le respect des articles 5.1.4 et 5.1.6 du présent arrêté.

6. - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.1.1.AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

6.1.2.VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

6.1.3.APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES

6.2.1.VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT	ÉMERGENCE ADMISSIBLE	ÉMERGENCE ADMISSIBLE
Existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A) et inférieur à 70 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

On appelle émergence la différence entre le niveau ambiant, établissement en fonctionnement et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt.

On appelle zones à émergence réglementée :

- ☐ l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- ☐ les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation ;
- ☐ l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux sonores ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 20h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE INTERMÉDIAIRE Allant de 6h à 7h et de 20h à 22h, (ainsi que dimanche et jours fériés de 6h à 22h)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	60 dB(A)	55 dB(A)

Les valeurs ci-dessus doivent être minorées en tant que de besoin pour permettre le respect des valeurs fixées ci-dessus pour l'émergence.

En application de l'article 5 de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant fait réaliser à la demande de l'inspection des installations classées, à ses frais, selon la méthode fixée à l'annexe du même arrêté, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.

7. - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

7.1. PRINCIPES DIRECTEURS

7.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

7.1.2. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant identifie, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes

à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Le plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

7.1.3.POLITIQUE DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS MAJEURS

La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article L.515-33 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document tenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Elle est élaborée en vue de prévenir les accidents majeurs et de limiter leurs conséquences pour l'homme et l'environnement.

L'exploitant définit les objectifs, les orientations et les moyens pour l'application de cette politique. Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers. L'exploitant assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de prévention des accidents majeurs.

La politique de prévention des accidents majeurs est réexaminée périodiquement selon les dispositions de l'article R.515-87 du code de l'environnement et mise à jour si nécessaire.

7.1.4.SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ

L'exploitant élabore et met à jour le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) de l'établissement en intégrant l'ensemble des installations objets du présent arrêté susceptibles de générer un accident majeur en application de l'article L.515-40 du code de l'environnement. Le SGS est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé.

Il réunit l'ensemble des dispositions mises en œuvre par l'exploitant au niveau de l'établissement, relatives à l'organisation, aux fonctions, aux procédures et aux ressources de tout ordre ayant pour objet la prévention et le traitement des accidents majeurs.

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le SGS, conformément à l'article R.515-99 du code de l'environnement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé.

7.1.5.MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

7.1.5.1.Généralités sur les mesures de maîtrise des risques

Les mesures de maîtrise des risques (MMR) sont des ensembles techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité. Dans le cas d'une chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne.

Les mesures de maîtrise des risques doivent être d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Les caractéristiques des équipements techniques (systèmes d'acquisition, de transmission du signal et d'action) composants les MMR sont établies dès leur installation et maintenues dans le temps. Leurs domaines de fonctionnement fiable doivent être connus de l'exploitant, ainsi que leur longévité pour les nouveaux équipements. Les différents équipements constituant les mesures de maîtrise des risques sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement (choc, corrosion, etc.). Ils sont indépendants des systèmes de conduite de l'installation et ne doivent pas avoir de mode commun de défaillance avec le système de conduite. Les modes de défaillance sont connus de l'exploitant.

L'exploitant détermine, notamment dans le cadre de l'étude de dangers, et tient à jour la liste des mesures de maîtrise des risques au sens de l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé.

Dans le cadre du SGS de l'établissement, les MMR font l'objet des opérations de maintenance et des tests permettant de s'assurer qu'elles sont conformes aux hypothèses retenues dans le cadre de l'étude de dangers, notamment en matière d'efficacité et de cinétique de mise en œuvre par rapport aux événements à maîtriser. Ces opérations de maintenance et de vérifications sont enregistrées et archivées.

Toute évolution des MMR fait préalablement l'objet d'une analyse de risque proportionnée à la modification envisagée. Ces éléments sont tracés, notamment via le SGS, et intégrés lors de la révision de l'étude de dangers.

7.1.5.2. Mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi)

Une mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRi) est une MMR faisant appel de l'instrumentation de sécurité. Dans le cas d'une chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne.

Les MMRi, telles que définies ci-dessus, sont répertoriées et surveillées selon les modalités prévues selon les modalités prévues par les articles 7 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé. En particulier, l'exploitant met en place un plan d'inspection et de surveillance des équipements constituant les MMRi.

Les tests périodiques effectués sur les chaînes instrumentées de sécurité et les systèmes de sécurité à action manuelle portent sur l'ensemble de ces chaînes de transmission (du détecteur ou du bouton poussoir jusqu'à l'actionneur) en englobant les asservissements. Néanmoins, sur justification, il peut être dérogé au test de la totalité de la chaîne lorsque le procédé ne le permet pas.

Les dossiers relatifs à chaque équipement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.1.5.3. Gestion des défaillances et anomalies des mesures de maîtrise des risques

Toute défaillance des équipements d'une MMR doit être automatiquement détectée. Alimentation et transmission du signal doivent être à sécurité positive.

En cas d'indisponibilité ou défaillance d'une MMR, l'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires (modes de marche équivalents), telles que définies au sein de l'étude dangers, visant à garantir que la fonction de sécurité est assurée en permanence. Lorsque aucune mesure technique ou organisationnelle compensatoire ne peut pallier cette indisponibilité, les installations sont mises en position de sécurité (arrêt des transferts de produits, etc...)

Les opérations permettant de rendre à nouveau disponibles la MMR sont programmées immédiatement.

Toute intervention sur des équipements d'une mesure de maîtrise des risques est suivie d'essais fonctionnels systématiques.

7.2. CARACTÉRISATION DES RISQUES

7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux, y compris les combustibles, susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), est tenu à jour dans un registre à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Un plan général des stockages de substances et mélanges dangereux est annexé au registre.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

L'état des matières stockées et le plan général des zones d'activité ou stockage sont mis à jour à minima de manière quotidienne et accessibles à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de perte d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins tous les deux mois.

L'état des matières stockées est référencé dans le POI.

7.2.2. DISTANCES D'ISOLEMENT

Le bénéfice de la présente autorisation est soumis au respect des distances d'isolement définies par les zones de dangers Z1 à Z5 déterminées selon le « Manuel sur les principes de sécurité OTAN applicables au stockage des munitions et des explosifs militaires » AASTP-1 (dépôts souterrains).

Ces distances relatives aux effets de surpressions sont calculées pour chaque secteur angulaire relatif aux distances D1 à D5 correspondant aux distances aux habitations à partir de l'entrée de la galerie, et calculées selon les recommandations des règles OTAN AC258 (Version août 1997).

Manuel OTAN version 1997 (AASTP-1) et Zones pyrotechniques en mètres					
SAP réf 03286 du 29/04/03	Z1	Z2	Z3	Z4	Z5
	Plage de réduction de zone considérée : 30 %				
D ₁ (120-180°) = 165 m	40 m	60 m	115 m	165 m	330 m
D ₂ (90-120°) = 285 m	65 m	105 m	195 m	285 m	570 m
D ₃ (60-90°) = 435 m	100 m	160 m	300 m	435 m	870 m
D ₄ (30-60°) = 590 m	135 m	215 m	405 m	590 m	1180 m
D ₅ (0-30°) = 655 m	150 m	240 m	450 m	655 m	1310 m

Les zones de dangers Z1 à Z5 figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

7.3. INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

7.3.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Le site est ouvert du lundi au vendredi de 6 heures à 10 heures.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Par ailleurs, des dispositions appropriées sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les installations.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

7.3.2. CARACTÉRISTIQUES MINIMALES DES VOIES

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

7.3.3. BÂTIMENTS ET LOCAUX

1. A l'intérieur du dépôt d'explosifs, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

2. Les abords immédiats des locaux pyrotechniques, dans un rayon minimum de 50 mètres, doivent être débroussaillés. Les merlons de terre doivent être débarrassés des herbes sèches et débroussaillés.

Les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage doivent être de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans la fabrication des explosifs.

3. Aucun stockage de matières combustibles ne servant pas à la production d'explosifs ne doit être relevé dans un rayon de 50 mètres autour de la zone de fabrication et de 10 mètres autour du stockage de nitrate d'ammonium.

Les matières ou objets susceptibles de s'enflammer spontanément, tels que le charbon de bois, pulvérisé ou non, les déchets, chiffons et cotons imbibés d'huile ou de graisse, ne doivent pas être introduits dans l'établissement, si ce n'est pour y être utilisés immédiatement. Ils doivent en être retirés aussitôt après usage.

7.3.4.INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

7.3.4.1.Alimentation électrique et sûreté du matériel

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

1. Dans les locaux pyrotechniques, aucun appareil ne doit rester sous tension en dehors des heures de travail. Cependant, certains appareils dont l'arrêt compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement, ainsi que certains circuits de sécurité, peuvent demeurer sous tension sous réserve que les instructions de service ou les consignes internes le prévoient explicitement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués et font l'objet de compte rendus.

2. Les matériels électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Les matières ou objets explosibles doivent être convenablement éloignés des canalisations et matériels électriques afin qu'un défaut quelconque sur ces canalisations ou matériels ne puisse provoquer leur inflammation ou leur explosion.

Les installations électriques doivent être conçues de telle sorte que la température de leurs éléments ne puisse s'élever de manière dangereuse, compte tenu de la nature des matières explosibles présentes dans le local.

3. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Aucune ligne aérienne en conducteurs nus ne doit être installée dans l'établissement.

Les câbles de distribution doivent être souterrains à moins qu'ils ne soient efficacement protégés contre les chocs dans les conditions prévues au paragraphe 522 de la norme française NF C 15-100.

Les caniveaux servant à l'évacuation des eaux pluviales ne doivent pas être utilisés pour le passage des câbles électriques.

4. Le tableau général de distribution de chaque installation électrique doit comporter des dispositifs permettant de couper, en cas d'urgence, l'alimentation électrique de chaque zone desservie, séparément ou par groupes.

L'alimentation électrique de chaque emplacement pyrotechnique doit pouvoir être coupée par la manœuvre d'un organe de commande situé à proximité et à l'extérieur du local. Cet organe doit être aisément reconnaissable et facilement accessible. S'il s'agit d'un dispositif de commande à distance, il doit être conforme aux règles définies par le paragraphe 537-2 de la norme française NF C 15-100.

5. Le trajet des canalisations enterrées doit être repéré en surface par des bornes ou des marques spéciales; les repères doivent permettre, en outre, une identification facile des câbles enterrés.

6. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an et après toute modification importante, par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

7.3.4.2.Équipotentialité – prises de terre – paratonnerres

1. Toutes les masses et tous les éléments conducteurs doivent être interconnectés par une liaison équipotentielle supplémentaire. Cette liaison est réalisée conformément aux dispositions des paragraphes 413-5.2 à 413-5.4 de la norme française NF C 15-100.

2. La prise de terre générale doit être réalisée par un ceinturage à fond de fouille des bâtiments ou édifices.

3. Les descentes de paratonnerres, fixées sur des bâtiments ou édifices pyrotechniques, doivent être reliées directement à ce ceinturage, mais, au droit de chacune des liaisons, une prise de terre spéciale, dite «en patte d'oie», doit être réalisée.

4. Ces descentes doivent être suffisamment éloignées des éléments conducteurs du bâtiment ainsi que des masses et des autres conducteurs de protection afin de limiter le risque d'étincelle entre ces descentes et les autres parties conductrices.

7.3.4.3. Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article Erreur : source de la référence non trouvée du présent arrêté et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

7.3.5. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement sont efficacement protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé dans sa version en vigueur.

Les systèmes de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'Union Européenne.

L'analyse du risque foudre (ARF) est établie et systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique (ETF) est réalisée, par un organisme compétent, définissant les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une vérification visuelle des dispositifs de protection est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans la notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Un carnet de bord, dont le contenu est défini par l'étude technique, est tenu par l'exploitant.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

7.4. GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

7.4.1. PROCÉDURES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement. (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites.

Ces consignes ou modes opératoires ressortent de l'application du Système de Gestion de la Sécurité. Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

Toutes les opérations délicates sur le plan de la sécurité, sont assurées en présence d'un encadrement approprié.

Les consignes de sécurité sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

7.4.2.SURVEILLANCE ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité

7.4.3.INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention.

L'interdiction de fumer, de porter des articles de fumeur ou tout moyen de mise à feu à l'intérieur de l'établissement, doit être rappelée par affichage à l'entrée de l'établissement et à chacun des postes de travail.

7.4.4.FORMATION DU PERSONNEL

1. Le chef d'établissement doit s'assurer que le(s) préposé(s) qu'il affecte à la direction de la fabrication et du dépôt possède(nt) la compétence et l'autorité nécessaire pour organiser et diriger les activités dont il(s) est(sont) chargé(s).

Il doit également vérifier que les agents chargés, sous la direction du préposé visé au précédent alinéa, de conduire ou de surveiller les opérations pyrotechniques possèdent les aptitudes et disposent des moyens nécessaires pour assurer la stricte application des instructions de service et consignes de sécurité.

L'exécution des opérations pyrotechniques ne doit être confiée qu'à un personnel habilité à cet effet par le chef d'établissement et dont il a vérifié, au préalable, qu'il avait les aptitudes nécessaires pour remplir ces fonctions.

2. Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.

Lors de son embauche ou de l'habilitation, chaque salarié reçoit un exemplaire des consignes prévues à l'article 7.7.6 ci-dessous.

7.4.5.TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Les installations et leurs abords doivent être maintenus dans un état constant de propreté. Les poussières déposées doivent être enlevées avant que leur accumulation ne présente de danger.

7.4.5.1.Organisation des travaux

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne nommément désignée dont le contenu est défini à l'article 7.4.5.2.

1. Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

2. Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

7.4.5.2. Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, l'enlèvement préalable des matières ou objet explosibles, le nettoyage des locaux et les contrôles à effectuer avant remise en service des installations.
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

7.4.6. MATÉRIEL

Les locaux pyrotechniques ne doivent contenir aucun matériel ou objet qui ne soit nécessaire à l'exécution des travaux. Les matériels ou objets utilisés doivent être convenablement nettoyés et rangés après leur emploi ou en fin de journée. Les instructions de service fixent la périodicité des opérations d'entretien du matériel autre que les vérifications et nettoyages quotidiens.

Le matériel et les outillages ne doivent être utilisés que pour les usages prévus.

Le matériel (y compris roulant) et l'outillage utilisés dans les locaux pyrotechniques doivent être de nature à éviter la production d'étincelles d'origine électrostatique ou mécanique ou de chocs ou frottements dangereux ou toute autre réaction dangereuse.

Ils ne doivent pas présenter de parties découvertes susceptibles d'être portées à une température dangereuse compte tenu de la nature des matières mises en œuvre. Ils doivent être robustes et ne comporter aucune partie susceptible de se détacher et de tomber sur les matières explosibles.

Des dispositions efficaces doivent empêcher le dépôt de poussières de matières explosibles sur des organes où elles seraient soumises à des frottements ou des échauffements dangereux, notamment à l'intérieur des systèmes d'entraînement. Il est interdit de laisser fonctionner une installation ou un engin présentant des frottements ou des échauffements anormaux.

Le graissage des installations doit être conçu de telle sorte qu'aucun mélange de lubrifiant avec des matières comburantes ou explosibles ne puisse entraîner de réaction dangereuse.

7.5. ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS

7.5.1. LISTE DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers la liste des éléments importants pour la sécurité (EIPS). Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

7.5.2.DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDÉS

L'exploitant établit sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

7.5.3.CONCEPTION DES ÉQUIPEMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

Les équipements importants pour la sécurité sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, et maintenues dans le temps. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant.

Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.).

Ces équipements sont contrôlés périodiquement, testés et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un équipement important pour la sécurité, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place un dispositif compensatoire dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

7.5.4.SYSTÈMES D'ALARME ET DE MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

7.5.5.SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES DE DANGERS

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

7.5.6.ALIMENTATION ÉLECTRIQUE

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

7.5.7.UTILITÉS DESTINÉES À L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

7.6. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

7.6.1.ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

En dehors des besoins relatifs à la lutte contre un éventuel incendie, toute utilisation d'eau est interdite à l'intérieur de l'établissement.

Toute opération d'entretien de véhicules est interdite à l'intérieur de l'établissement.

7.6.2. RÉTENTIONS

Le réservoir de stockage de fioul domestique est équipé d'une capacité de rétention étanche dont le volume est égal à la capacité du réservoir. Ce stockage est réalisé sous couvert.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

L'aire du dépôt consacrée au stationnement et à la manœuvre des véhicules de livraison devra être conçue de façon à canaliser tout écoulement vers un bac dégraisseur qui devra être dimensionné et équipé d'un dispositif de coupure de l'écoulement en son aval, de façon à garantir en toutes circonstances une capacité minimale de rétention de 7m³.

7.6.3. RÉSERVOIRS

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

7.6.4. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les installations, matériels et engins destinés au transport d'objets ou de matières explosives doivent être conçus et utilisés de manière à éviter la chute, la dispersion et toute contamination dangereuse de ces objets ou matières.

Le transfert des explosifs entre les installations de fabrication et le dépôt doit se faire par une voie de circulation, convenablement signalée et qui doit présenter une surface de roulement bitumée.

Les matériels et engins de transport doivent être conçus et les charges arrimées de manière que le champ de vision du conducteur soit suffisant.

7.7. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

7.7.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

7.7.2. SIGNALISATION

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
 - des stockages présentant des risques
 - des locaux à risques
 - des boutons d'arrêt d'urgence
- ainsi que les diverses interdictions.

7.7.3.ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les moyens d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, ... conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Les rapports de vérifications et de maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces opérations, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.7.4. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des équipements de protection individuelle adaptés aux risques encourus sont mis à disposition du personnel susceptible d'intervenir en cas d'accident.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

7.7.5.MOYENS D'INTERVENTION

1. L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- 5 extincteurs homologués NF M.I.H. à poudre, polyvalents de capacité minimale de 9 kg, répartis de la façon suivante :
 - 2 extincteurs au niveau de l'aire de chargement/déchargement d'explosifs du dépôt,
 - 1 extincteur dans le sas d'accès au dépôt,
 - 1 extincteur dans la chambre réceptrice du merlon,
 - 1 extincteur à proximité du local de stockage des explosifs,
 - 1 extincteur à proximité du local de stockage des détonateurs,
 - 1 extincteur à proximité de la zone de chargement électrique de l'engin de manutention,
 - 1 extincteur à proximité du brûloir.
- 1 extincteur à poudre sur roue de 45 kg de capacité unitaire à proximité immédiate de l'unité de fabrication d'explosifs.
- Les ressources en eau devront permettre notamment, à l'exploitant et aux services de lutte contre l'incendie, de disposer en toutes circonstances, à moins de 100 mètres de l'unité de fabrication, d'un volume de 120 m³ d'eau sur 2 heures mis en œuvre par l'une des deux solutions suivantes :
 - un ou plusieurs hydrants raccordés à un réseau d'eau susceptible de fournir 60 m³/h pendant 2 heures (respect des normes NF-S 62-200 et NF-S 63-213 ou NF-S61-211),
ou
 - un réservoir de toute nature utilisable par les services de lutte contre l'incendie.

L'ensemble du réseau fixe d'eau incendie sera protégé contre le gel.

7.7.6.CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

7.7.6.1. Consigne générale de sécurité

La consigne générale de sécurité définit les règles générales d'accès et de sécurité dans les enceintes pyrotechniques. Elles comportent notamment :

- l'interdiction de fumer, de porter tous articles de fumeurs ainsi que l'interdiction, sauf permis spécial, de porter des feux nus, des objets incandescents, des allumettes ou tout autre moyen de mise à feu,
- l'interdiction pour chaque salarié de se rendre à un emplacement de travail sans motif de service; sous réserve de l'observation des consignes de sécurité, cette interdiction ne s'applique pas aux représentants du personnel dans l'exercice des fonctions qui leur sont confiées par les lois et règlements,
- l'interdiction de procéder dans les locaux pyrotechniques à des opérations non prévues par les instructions ou consignes en vigueur,
- l'obligation, pour le personnel, de revêtir, pendant les heures de travail, les vêtements, coiffures, chaussures et autres moyens de protection individuelle fournis par le chef d'établissement,
- l'interdiction pour le personnel d'emporter des matières ou objets explosibles,
- les mesures à observer pour la circulation et le stationnement des véhicules de toute nature et des personnes à l'intérieur de l'établissement,
- les dispositions générales à prendre en cas d'incendie ou d'explosion (moyens d'extinction à utiliser...),
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, de la gendarmerie, de l'inspection, etc.
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les conditions d'accès à l'établissement.

7.7.6.2. Consignes spécifiques à chaque zone

La consigne particulière à chaque zone (fabrication, stockage d'explosifs et de détonateurs, brûloir) précise notamment :

- la liste limitative des opérations qui sont autorisées dans ce local et les références aux instructions de service qui doivent y être appliquées,
- la nature et les quantités maximales de matières ou objets explosibles et, le cas échéant, de toutes autres matières dangereuses pouvant s'y trouver et être mis en œuvre, ainsi que leur conditionnement et les emplacements auxquels ils doivent être déposés,
- le nombre maximal de personnes, appartenant ou non au personnel de l'établissement, qui est autorisé à y séjourner de façon permanente et de façon occasionnelle lorsqu'il contient des matières ou objets explosibles,
- La nature des déchets produits, la quantité maximale de ceux-ci qui peut y être entreposée et leur mode de conditionnement,
- la conduite à tenir en cas d'incendie, en cas d'orage ou en cas de panne de lumière ou d'énergie ou à l'occasion de tout autre incident susceptible d'entraîner un risque pyrotechnique,
- Les vêtements et équipements de protection individuelle devant être portés par les opérateurs,
- La liste limitative des outils et matériels mobiles pouvant être utilisés.

7.7.7. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose de personnels spécialement formés à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Le travail doit être organisé de manière telle qu'en cas d'accident, l'alerte puisse être donnée et les secours mis en œuvre sans délai à tout moment, de jour comme de nuit.

7.7.7.1. Système d'alerte interne

Le système d'alerte interne et ses différents scénarios est défini dans un dossier d'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux,...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

7.7.7.2. Plan d'opération interne

1. L'exploitant met à jour le Plan d'Opération Interne (P.O.I.) de l'établissement établi sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I. pour mise en application des articles 2.5.2 et 3.2.2 de l'instruction ministérielle du 12 juillet 1985.

2. Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et d'information et les moyens qu'il mettra en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarii d'accidents envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur situé à moins de 3 heures de délai d'acheminement.

Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

3. L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :

- ☐ l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- ☐ la formation du personnel intervenant,
- ☐ l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- ☐ l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,
- ☐ la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- ☐ la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- ☐ la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

4. L'instance représentative du personnel, est consultée par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis de cette instance est transmis au Préfet.

Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de P.O.I. qui doit lui être transmis préalablement à sa diffusion définitive, pour examen par l'inspection des installations classées et par le service départemental d'incendie et de secours.

5. Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Les modifications notables successives du P.O.I. doivent être soumises à la même procédure d'examen préalable à leur diffusion.

Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.

7.7.7.3. Protection des populations

7.7.7.3.1. Plan particulier d'intervention et mesures d'alerte

L'exploitant transmet les éléments nécessaires à l'élaboration et à la mise à jour du Plan particulier d'intervention (PPI) du dépôt d'explosifs de Morosaglia.

Si un accident se produit sur les installations, dont les incidences dépassent ou sont susceptibles de dépasser les limites de l'établissement, l'exploitant doit solliciter auprès du préfet la mise en œuvre du plan particulier d'intervention (PPI).

L'exploitant met en œuvre les mesures d'urgence définies en sein du PPI approuvé par arrêté préfectoral n°2B-2019-12-27-001 en date du 27 décembre 2019 susvisé, ou de tout nouveau PPI approuvé postérieurement par le préfet, concernant ses installations.

7.7.7.3.2. Information préventive des populations pouvant être affectées par un accident majeur

Dans le cadre du plan particulier d'intervention (P.P.I.), et en liaison avec le Préfet, l'exploitant est tenu de pourvoir à l'information préventive, notamment sous forme de plaquettes d'information comportant les consignes destinées aux personnes susceptibles d'être concernées par un accident (élus, services publics, collectivités) ou aux populations avoisinantes susceptibles d'être victimes de conséquences graves en cas d'accident majeur sur les installations.

Le contenu de l'information préventive concernant les situations envisageables d'accident majeur, est fixé en concertation avec les services de la Protection Civile et l'inspection des installations classées ; il comporte au minimum les points suivants :

- ☐ le nom de l'exploitant et l'adresse du site,
- ☐ l'identification, par sa fonction, de l'autorité, au sein de l'entreprise, fournissant les informations,
- ☐ l'indication des règlements de sécurité et des études réalisées,
- ☐ la présentation simple de l'activité exercée sur le site,
- ☐ les dénominations et caractéristiques des substances et préparations à l'origine des risques d'accident majeur,
- ☐ la description des risques d'accident majeur y compris les effets potentiels sur les personnes et l'environnement,
- ☐ l'alerte des populations et la circulation des informations de cette population en cas d'accident majeur,
- ☐ les comportements à adopter en cas d'un accident majeur,
- ☐ la confirmation que l'exploitant est tenu de prendre des mesures appropriées sur le site, y compris de prendre contact avec les services d'urgence afin de faire face aux accidents et d'en limiter au minimum les effets avec indication des principes généraux de prévention mis en œuvre sur le site,
- ☐ une référence aux plans d'urgence et à leur bonne application,
- ☐ les modalités d'obtention d'informations complémentaires.

Cette information est renouvelée tous les 5 ans et à la suite de toute modification notable.

Les modalités retenues pour la mise en œuvre des dispositions prévues aux points ci-avant (et plus particulièrement celles concernant la localisation des sirènes, le contenu et la diffusion des brochures) sont soumises avant réalisation définitive aux services préfectoraux (inspection des installations classées, service interministériel de défense et de protection civile/SID-PC) et à la direction départementale des services d'incendie et de secours.

8. - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

8.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'aménagement des installations doit s'effectuer et rester conforme aux dispositions figurant dans les dossiers produits au titre de la législation des installations classées (plans, descriptifs techniques, études d'impact, études de dangers,...) complétés ou modifiés pour tenir compte des prescriptions du présent arrêté et du décret n°2013-973 du 29 octobre 2013 relatif à la prévention des risques particuliers auxquels les travailleurs sont exposés lors d'activités pyrotechniques applicables au présent établissement ainsi que les conclusions des études de dangers réalisées sur le site.

8.2. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX DÉPÔTS D'EXPLOSIFS ET DE DÉTONATEURS

8.2.1. MODALITÉS D'AMÉNAGEMENT

8.2.1.1. Implantation des infrastructures

Cf. annexe n°1

8.2.1.2. Mode de construction

Le mode de construction des bâtiments (ateliers et dépôts) et la nature des matériaux utilisés doivent être tels qu'en cas d'explosion le risque de projection de masses importantes soit aussi réduit que possible.

Les bâtiments doivent être conçus et réalisés de manière telle qu'un accident pyrotechnique n'entraîne pas de risque important pour les personnes autres que celles qui, du fait de leur activité, ne peuvent être soustraites aux effets de cet accident.

Le bâtiment de l'unité de fabrication pyrotechnique ne comporte ni étage ni sous-sol.

Toutes mesures utiles doivent être prises, notamment par le choix judicieux des matériaux ou des revêtements, pour qu'aucune réaction dangereuse ne puisse se produire en cas de contacts, chocs ou frottements avec les sols, parois, plafonds ou charpentes des locaux où s'effectuent des opérations pyrotechniques.

Les caniveaux et gaines d'évacuation intérieurs ou extérieurs aux bâtiments doivent être aménagés de manière à éviter toute transmission d'explosion ou d'incendie et permettre sur toute leur longueur un entretien facile. Ils doivent être équipés d'un dispositif efficace de rétention placé à l'extérieur du bâtiment et à proximité immédiate. Ce dispositif doit être facilement accessible et fréquemment nettoyé. En particulier, l'orifice de rejet de l'air de ventilation extrait de la galerie sera conçu et réalisé de façon à interdire toute introduction de produit dangereux.

8.2.1.3. Issues et dégagements

Les issues et dégagements doivent être bien signalés. Les équipements doivent être conçus et disposés de manière à ne pas gêner l'évacuation rapide du personnel.

Les portes des issues, hors dispositif lié à la sécurité, doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être ouvertes par une simple poussée de l'intérieur et facilement de l'extérieur lorsque des salariés se trouvent dans le local.

8.2.1.4. Portes et fenêtres

Les murs des locaux où se trouvent des matières ou objets explosibles ne présentent pas de vitres.

8.2.1.5. Chauffage – Climatisation - Ventilation

Les locaux et installations pyrotechniques ne disposent d'aucun système de chauffage ou de climatisation.

Les locaux identifiés à l'article Erreur : source de la référence non trouvée et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

Les appareillages destinés à assurer la ventilation de la galerie doivent être installés à l'extérieur de la galerie du dépôt. L'emplacement des gaines de ventilation doit être choisi de manière à éviter toute turbulence susceptible de soulever des poussières dans le dépôt.

8.2.1.6. Détection incendie

La galerie d'accès aux installations de stockage ainsi que la zone de rechargement électrique au niveau des conteneurs de nitrate d'ammonium sont équipées d'un dispositif de détection d'incendie, de détecteur de fumées, commandant un système local d'alarme à fonctionnement instantané et relié au système de transmission du centre de réception d'alarme.

8.2.1.7. Installations électriques

L'alimentation électrique de l'ensemble des installations électriques situées à l'intérieur de la galerie devra pouvoir être coupée par la manœuvre d'un organe de commande situé à proximité et à l'intérieur de la galerie.

8.3. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A L'INSTALLATION DE FABRICATION D'EXPLOSIFS

8.3.1. MODALITÉS D'AMÉNAGEMENT

8.3.1.1. Installation de fabrication d'explosifs

8.3.1.1.1. Distances d'isolement

L'installation de fabrication d'explosifs est implantée sur la parcelle cadastrée n° 12, Section A, de la commune de MOROSAGLIA.

Elle doit respecter les distances minimales d'implantation suivantes :

- 208 mètres du débouché de la galerie d'accès au dépôt d'explosifs et de détonateurs ;
- 224 mètres de l'angle le plus proche de la galerie magasin du dépôt d'explosifs.

Elle ne doit, d'autre part, pas être implantée à l'intérieur du secteur 0° à 15° de l'axe de la galerie d'accès au dépôt.

8.3.1.1.2. Caractéristiques des installations

Cf. annexe n°1

8.3.1.2. Dépôt de nitrate d'ammonium

1. Les conteneurs stockant le nitrate d'ammonium doivent être sur une aire en béton. Ces conteneurs comportent un sol étanche formant cuvette de rétention.

Seul est admis dans ce dépôt, le nitrate d'ammonium conditionné en GRVS (Grand Récipient Vrac Souple) rassemblés sur palettes.

Il est interdit d'employer des matières combustibles dans la construction et les aménagements intérieurs.

Les conteneurs mobiles à l'intérieur desquels sont entreposés les sacs de nitrate d'ammonium doivent être parfaitement clos à l'exception des ouvertures nécessaires à l'aération.

Ces conteneurs sont éloignés de toute construction en bois, de tout amas de matières combustibles. En particulier, toutes précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles, liquides ou solides accidentellement fondus, ne puisse atteindre les conteneurs.

En dehors des heures de fabrication d'explosifs, les portes des conteneurs sont fermées à clef et les clefs sont conservées par le préposé à la fabrication d'explosifs.

2. Ce dépôt et ses abords sont maintenus dans le plus grand état de propreté ; les espaces libres sont balayés soigneusement après chaque manipulation. Le nitrate pur, accidentellement répandu dans les locaux, doit être recueilli et placé dans des récipients métalliques.

Les balayures de déchets doivent être incinérées avec les autres déchets dans le brûloir.

Les conteneurs doivent être ventilés ; les orifices d'aération, hauts et bas, sont protégés par des grilles ou grillages contre la projection d'objets de l'extérieur vers les dépôts.

3. Les conteneurs ne doivent comporter aucune installation électrique.

Si des réparations matérielles exigent l'emploi d'appareils à feu ou flamme dans le local, celui-ci doit être complètement vidé au préalable du nitrate qu'il renferme. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses". Les conducteurs sont établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit. Les commutateurs, les coupe-circuit, les fusibles, les moteurs, les rhéostats doivent être placés à l'extérieur.

Il doit exister un interrupteur général multipolaire pour couper le courant force ou lumière, placé en dehors du dépôt, sous la surveillance d'un préposé responsable. Le courant doit être coupé pendant les heures de repos et le soir après le travail.

4. En cas d'utilisation d'appareils mécaniques de manutention à l'intérieur du dépôt, ces appareils ne doivent présenter aucune zone chaude non protégée susceptible d'entrer en contact avec le nitrate d'ammonium. Ils sont aménagés de façon à ne créer aucune possibilité de mélange avec le nitrate, d'huile de graissage ou de toute autre substance combustible. Ces appareils sont disposés et conduits de façon à éviter toute chute, si faible soit-elle, de nitrate sur le sol ou sur l'appareil lui-même.

8.3.2.CARACTÉRISTIQUES DE LA FABRICATION

Seule la fabrication d'explosifs de type Nitrate-Fuel est autorisée.

Le mode opératoire de fabrication est défini par le chef d'établissement et fait l'objet d'instructions de service.

Les explosifs doivent être immédiatement intégrés au dépôt dès la fin de la fabrication.

L'exploitant veillera à limiter la production d'explosifs pour tenir compte de la capacité maximale de stockage de 20 tonnes autorisée par le présent arrêté.

Les explosifs produits sont conditionnés en emballages de 25 kg agréés au transport et respectant les conditions de marquage définies par l'arrêté du 3 mars 1982 susvisé.

8.3.3.MATIÈRES PREMIÈRES

Les matières premières ne doivent être apportées dans l'atelier où elles sont mises en œuvre qu'au fur et à mesure des besoins, en prenant toutes les précautions destinées à éviter des mélanges accidentels ou des épandages risquant de produire des réactions dangereuses.

Avant d'être mises en œuvre, les matières premières, à savoir le nitrate d'ammonium et le fuel domestique, doivent être contrôlées et débarrassées avec soin de tous les corps étrangers.

8.3.4.PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le dispositif mélangeur est conçu pour éviter toute déperdition de produits. Un réceptacle étanche est placé au point bas de l'installation pour récupérer les égouttures ou matières pulvérulentes. Les matières propres (Nitrate d'ammonium ou fuel domestique) peuvent être récupérées et mises en emballage. Les matières souillées sont ramassées pour être traitées et éliminées conformément aux dispositions réglementaires.

8.3.5.ACCÈS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations de fabrication, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre.

Durant les périodes de fabrication d'explosifs, seules sont admises dans l'enceinte de l'établissement les Personnes suivantes :

- le préposé à la fabrication,
- un aide chargé de l'évacuation des produits,
- un aide, temporairement, pouvant être occupé à d'autres fonctions (opérations annexes de contrôle, réglages,...)
- deux gendarmes, chargés d'assurer la surveillance et la protection de la fabrication.

Les jours de fabrication, le dépôt d'explosifs et de détonateurs doit être fermé et aucun autre mouvement que celui de la mise en dépôt des explosifs fabriqués n'est autorisé.

8.4. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU SAS DE RÉCEPTION DU VÉHICULE DE LIVRAISON DES MATIÈRES EXPLOSIVES

8.4.1.ÉQUIPEMENT DU VÉHICULE DE LIVRAISON DES MATIÈRES EXPLOSIVES TRANSITANT PAR LE SAS D'ACCÈS AU DÉPÔT

Outre la conformité des véhicules livrant les matières explosives (les matières explosives concernées sont celles répondant aux prescriptions du décret du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs) aux dispositions du décret du 22 juin 1960 modifié portant publication de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route et les amendements subséquents apportés aux annexes A et B de cet accord ainsi qu'aux textes pris pour son application, ces véhicules doivent répondre à l'exigence suivante :

- ☐ l'isolation du compartiment dans lequel sont entreposées les matières explosives doit être renforcée par une protection de type « coupe feu » de degré 30 mn permettant de le protéger d'un feu ayant comme origine un dysfonctionnement des organes de freinage arrières du véhicule.

8.4.2.MATÉRIEL D'EXTINCTION ÉQUIPANT LA PLATE-FORME DU DÉPÔT

L'aire de chargement/déchargement d'explosif au niveau du dépôt doit être équipé d'un dispositif d'extinction constitué d'une lance incendie maintenue en permanence sous pression, alimentée par une réserve d'eau incendie.

8.4.3.MODE OPÉRATOIRE DE RÉCEPTION DES MATIÈRES EXPLOSIVES

L'exploitant élabore un mode opératoire de réception du véhicule de livraison des matières explosives.

Il organise une formation du personnel concerné à la mise en œuvre de ce mode opératoire.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection ce mode opératoire, l'identité des agents formés ainsi que les justificatifs permettant de confirmer leur formation.

8.5. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE CHARGEMENT ÉLECTRIQUES ET AUX ENGINS DE MANUTENTION

8.5.1.ZONES DE CHARGEMENT ÉLECTRIQUES

1. Les zones de rechargement électrique des engins de manutention sont disposées sur une aire bétonnée.
2. Seul le rechargement des engins de manutention utilisés sur l'unité de fabrication ainsi que sur le dépôt, et équipés de batteries de traction au plomb est autorisé.
3. Les installations électriques respectent les dispositions reprises à l'article 7.3.4.
Les zones de rechargement disposées au niveau de l'unité de fabrication sont équipées d'un dispositif d'arrêt d'urgence rapidement accessible, permettant de couper l'alimentation électrique.
4. Elles sont dotées de moyens de détection et de protection incendie prévus au présent arrêté.
5. Les installations de charge et les dispositifs assurant leur mise en sécurité font l'objet d'une vérification de leur bon fonctionnement ainsi que d'un entretien régulier. Une consigne précise la fréquence et la nature des vérifications à effectuer.

8.5.2.MODALITÉS DE CHARGEMENT ÉLECTRIQUE

1. le chargement électrique d'un engin est strictement interdit entre les conteneurs en présence de nitrate d'ammonium.
 2. Les opérations de rechargement électrique sont réalisées sous la responsabilité d'un opérateur désigné par l'exploitant.
 2. Les engins de manutention font l'objet d'une vérification avant chaque rechargement, ainsi que des vérifications périodiques par une personne qualifiée.
 3. L'installation de charge n'est alimentée que lorsque qu'une opération de rechargement est en cours. En dehors de cette opération, l'alimentation électrique de l'installation est coupée.
- Cette opération fait l'objet d'une consigne d'exploitation prévue à l'article 2.1.2 du présent arrêté.

9. - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

9.1.1.DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de BASTIA :

- ☐ Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de 2 mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- ☐ Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision lui a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

9.1.2. NOTIFICATION- PUBLICATION

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de MOROSAGLIA et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de MOROSAGLIA pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Corse pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

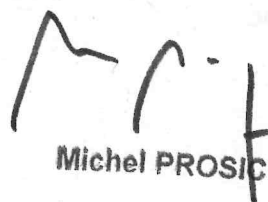
9.1.3. EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de Haute-Corse, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Corse, le maire de MOROSAGLIA sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Corse et sera notifié à la société CORSE EXPANSIF.

Copie du présent arrêté sera adressée :

- Au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Corse ;
- Au maire de MOROSAGLIA
- Au service d'incendie et de secours.

Le Préfet,



Michel PROSIC